

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE de DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 26 MAI 2015

Liste des présents

Membres à voix délibérative

Collège des élus (20/30) :	Nadine QUAIX	Conseil départemental du Loiret
	Marie-Laure BEAUDOIN	Conseil départemental du Loiret
	Claude BOISSAY	Conseil départemental du Loiret
	Jean-Luc RIGLET	Conseil départemental du Loiret
	Thierry SOLER	Conseil départemental du Loiret
	Jean-Philippe GRAND	Conseil régional du Centre-Val de Loire
	Gérard BOUDIER	Les Bordes
	Nadine MICHEL	Les Bordes
	Pascal MENUVRIER	Les Choux
	Sylvain COUTANT	Dampierre-en-Burly
	Serge MERCADIE	Dampierre-en-Burly
	Michel TINDILLERE	Gien
	Thierry COUSTHAM	Lion-en-Sullias
	Jacques HEBERT	Montereau
	Jean-François DARMOIS	Nevoy
	Michel RIGAUX	Ouzouer-sur-Loire
	Fabrice LEBAS	Poilly-lez-Gien
	Francis BURET	Saint-Benoit-sur-Loire
	Claude BORNE	Saint-Florent-le-Jeune
	Didier BERRUE	Saint-Père-sur-Loire
	Yvette BOUCHARD	Saint-Père-sur-Loire

Collège non élus (9/26)

Philippe PERRUCOT	ACIRAD-Centre
Christiane FRANCHINA	CCI du Loiret
Fabrice GORECKI	Chambre des métiers et de l'Artisanat
André COPIN	SFEN Val de Loire
Eric GOMEZ	BRGM
Jean-Pascal MONNIER	DDPP
Gérard MAHAUD	UFC-Que choisir
Georges KIRGO	UDAF
Jean-Paul CHABROL	CFDT Loiret

Membres à voix non délibérative

Exploitant EDF	Patrice RISCH	Directeur du CNPE
	Ronan CAVELLEC	CNPE - Dampierre
	Aurélie FOLLENFANT	CNPE – Chef mission com
	Pascal BRAILLY	CNPE – Chef MSQ
	Jacques ROSSIGNOL	CNPE
Autorité de sûreté nucléaire	Pierre BOQUEL	Responsable Division d'Orléans
	Edwan CHARTIER	ASN Orléans
	Mathieu COULOT	ASN Orléans

Secrétariat

Roland LEROUXEL	CG45
-----------------	------

Compte rendu

1. Bilan d'activité et appréciation 2014 de l'ASN

Présentation de M. BOQUEL (ASN - Directeur CNPE)

➤ Bilans d'activité 2014

Les actions de l'ASN

Réalisation du programme d'inspections 2014 :

21 inspections en 2014 pour une durée totale de 30 jours d'inspections, notamment lors des arrêts de réacteurs, dont 11 jours d'inspections de chantiers

Contrôle des quatre arrêts de réacteurs :

Contrôle de la 3ème visite décennale du réacteur n° 4

Instruction des dossiers de modification

Modifications temporaires des STE

Modification du Plan d'urgence interne (PUI), plan qui régit l'organisation du site en cas d'urgence. Tous les sites EDF ont eu leur PUI modifié.

Examen des déclarations et des comptes rendus d'événements significatifs

➤ Evénements significatifs déclarés en 2014

40 événements significatifs déclarés à l'ASN en 2014 :

31 événements significatifs pour la sûreté

3 événements classés au niveau 1 de l'échelle INES

- Défaut d'isolement extérieur de l'enceinte de confinement lors des opérations de redémarrage du réacteur n° 2
- Défaut de la mesure du niveau d'eau dans la piscine du bâtiment réacteur pendant le rechargement en combustible du réacteur n° 2
- Mauvais réglage d'un système de protection automatique du réacteur n° 2

Tous ces avis d'incidents sont consultables sur le site internet de l'ASN. Aucun n' a eu une incidence sur l'extérieur.

4 événements significatifs pour l'environnement

5 événements significatifs pour la radioprotection

➤ Evaluation 2014

L'ASN considère que les performances en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection du site de Dampierre-en-Burly rejoignent l'appréciation générale portée sur EDF.

Le site de Dampierre-en-Burly se distingue **de manière positive** par rapport à l'appréciation générale portée sur EDF pour la maîtrise de l'impact des installations **sur l'environnement**.

L'ASN note cependant que les inspections qu'elle a menées en 2014 font apparaître, comme l'année précédente, **un manque de rigueur dans la préparation et la réalisation d'interventions de maintenance**. À ce titre, la centrale de Dampierre doit renforcer les pratiques de fiabilisation lors de la réalisation des interventions dans ses installations.

À la suite du plan d'action engagé à la fin de 2014, l'ASN note des **progrès significatifs** dans la mise en œuvre **des moyens de protection lors d'interventions en zone contrôlée**.

➤ **Perspectives 2015**

- Programme d'inspections 2014
Inspection renforcée dans le domaine de l'environnement (campagne étendue à tous les CNPE de région Centre)
- Contrôles des arrêts de réacteurs
- Instruction des dossiers de modification
- Poursuite de l'instruction de dossiers de poursuite de fonctionnement suite aux visites décennales

Echanges avec la salle

Observations de M. MAHAUD (*UFC Que Choisir*)

Question de méthodologie : Les tranches sont classées en fonction du parc. Mais l'ASN évalue en fonction de son organisation locale, comment est faite l'harmonisation nationale ?

Rép. de M. BOQUEL (ASN)

L'harmonisation nationale est faite par les services centraux par comparaison.

2. Points d'actualité du CNPE

Présentation de M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

Un bon début d'année puisqu'aucun événement de sûreté marquant ni aucun fait technique, sécurité, radioprotection ou environnement majeur n'ont été constatés depuis le début de l'année



Découplage le 25 avril 2015
Durée cible : 30 jours
Dosimétrie prévisionnelle : 204 HmSv
Env. 800 intervenants

Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf - Recouplage le 23 mai 2015 à 23h10

- 1 écart sûreté - Aucun accident

Événements à venir



Durée cible : 68 jours
Dosimétrie prévisionnelle : 1036 HmSv
Env. 1350 intervenants

Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf
Remplacement du stator de l'alternateur



Durée cible : 29 jours
Dosimétrie prévisionnelle : 204 HmSv
Env. 800 intervenants

Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf



• VP tr3

Durée cible : 60 jours (non consolidé)
Dosimétrie prévisionnelle : 733 HmSv
Env. 1350 intervenants

Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf
Remplacement d'une partie de la ligne d'arbre



Echanges avec la salle

Observation de M. Didier BERRUE

Saint-Père-sur-Loire

Observe qu'il y a eu un événement de sûreté sur la tranche 4 (aspersion dans le bâtiment réacteur). Qu'en est-il ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Une fuite s'est produite sur une pompe pendant une durée relativement importante. Aujourd'hui il n'y a plus de problème. Pour ce genre d'événements on pose la question de savoir si l'on doit arrêter pour réparer ou non. Il n'y a pas eu d'évolution depuis. La fuite s'est produite à un endroit qui n'affectait pas le fonctionnement de la pompe. L'intervention pour réparation aura lieu prochainement.

Observation de M. Georges KIRGO

UDAF

Une intervention de grande ampleur va avoir lieu à l'occasion de la visite partielle n°3 : le changement d'une partie de la ligne d'arbre. Ces renouvellement de stator sont dictés par quoi ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Ce type de changement s'inscrit dans une politique de maintenance d'EDF avec la volonté d'atteindre une durée de vie de 60 ans. Il s'agit en fait une des actions de l'opération dite de « Grand carénage ». On assimile souvent l'opération Grand Carénage à la Visite décennale 4 (VD4) du palier 900 MW, mais différents grands changements sont réalisés antérieurement à cette visite.

3. Information sur l'OSART – septembre 2015

Présentation de M. Jacques ROSSIGNOL, EDF, pilote de l'OSART

L'OSART (acronyme de *Operational Safety Review Team*) est une évaluation par une équipe d'experts internationaux, mandatés par le gouvernement français et pilotée par l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA).


On distingue deux types d'inspections externes internationales :



Des inspections internationales menées par des pairs, professionnels de la production d'électricité d'origine nucléaire

WANO organise, à la demande de CNPE, des évaluations menées majoritairement par des exploitants nucléaires, appelés « pairs », faisant partie de l'association.

Le CNPE de Dampierre a été évalué, dans le cadre d'une Peer Review, par WANO du 17 novembre au 5 décembre 2014. Ces évaluations se déroulent tous les 4 ans.

 <p>IAEA International Atomic Energy Agency</p>	<p>Des inspections internationales menées par des professionnels du nucléaire, tous domaines confondus Les OSART, réalisées à la demande des gouvernements, consistent en une évaluation des performances et des pratiques en matière de sûreté et de sécurité en exploitation des centrales nucléaires.</p> <p>Le site sera évalué du 31 août au 17 septembre 2015 par l'Agence Internationale à l'Energie Atomique. Ces évaluations se déroulent tous les 19 ans. La dernière remonte à 1996.</p>
---	---

Prévue depuis plus de 18 mois, cette mission :

- évaluera, pendant 3 semaines, les pratiques d'exploitation et les performances du site au regard des meilleures pratiques internationales,
- contribuera à son amélioration, par la mise en commun de l'expérience d'exploitants nucléaires du monde entier..

12 experts venus de 12 pays et totalisant près de 300 années d'expérience professionnelle dans l'industrie nucléaire.

Missions des experts :

Les experts AIEA et des pairs internationaux s'emploieront à évaluer tout particulièrement :

- la pertinence des organisations ;
- leur mise en œuvre ;
- le professionnalisme des salariés d'EDF et des entreprises prestataires ;
- les performances en matière de sûreté, sécurité, production, et protection de l'environnement.

Ils s'attacheront enfin à relever les bonnes pratiques, proposer des voies d'amélioration et échanger sur le retour d'expérience.

La mission analysera également les aspects hors centrale : une visite en Préfecture permettra de voir le lien entre le pouvoir public et la centrale, le lien entre le PUI et le PPI.

10 domaines observés :

Management, organisation et administration - Formation et qualification - Conduite, incendie – Maintenance - Gestion des accidents graves - Plan d'urgence Interne – Radioprotection – Chimie - Retour d'expérience - Support technique.

Il y aura un auditeur par thème sauf pour le thème « Management, organisation et administration » qui en aura 2.

La restitution aura lieu le 17 septembre 2015 au matin. Le rapport officiel sera remis 3 mois après.

Echanges avec la salle

Observation de M. Philippe PERRUCOT

ACIRAD-Centre

Le référentiel de l'AIEA est le plus petit dénominateur commun international et n'est donc pas trop exigeant. On ne devrait donc pas avoir trop de souci.

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Il ne s'agit pas du plus petit dénominateur. On est sur un référentiel moyen et chaque domaine évalué est positionné par rapport à cette moyenne : au-dessus ou en-dessous.

Compléments de M. Rossignol

EDF est le seul exploitant à avoir une seule entreprise. Dans la plupart des pays, il y a plusieurs opérateurs.

La Chine se dote actuellement d'un service « corporate » important, similaire aux services centraux d'EDF qui permettent de garder une cohérence et une harmonie des pratiques dans l'exploitation et la maintenance des centrales.

En cas d'accident, la gestion de crise est centralisée avec l'ASN et l'IRSN en appui.

Observation de la Salle

La CLI n'est pas associée à la visite. L'existence même des CLI ne constitue-t-elle pas une démarche d'information citoyenne qui pourrait constituer une bonne pratique ?

Rép. de MM Risch et Rossignol (EDF)

Lors des derniers OSART, ce point n'a pas été ressenti comme une bonne pratique.

Présenter la CLI et le rôle de la CLI peut être envisagé.

Observation de M. Georges KIRGO UDAF

Outre l'inspection de la centrale, les experts s'intéressent-ils aussi au fonctionnement général de la centrale en lien avec ses partenaires et services centraux ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

La centrale ne fonctionne pas en autarcie. Les experts sont obligés de tenir compte des services extérieurs (services centraux) car ils font partie du modèle EDF. C'est une garantie d'homogénéité. On ne peut pas avoir une organisation spécifique à chaque centrale.

L'analyse ne peut donc pas faire abstraction de la liaison local-national.

Participations à la restitution du 17 septembre 2015 :

Les membres de la CLI souhaitant participer à cette restitution peuvent s'inscrire auprès de M. Lerouxel, secrétaire de la CLI. Le nombre est limité à 6

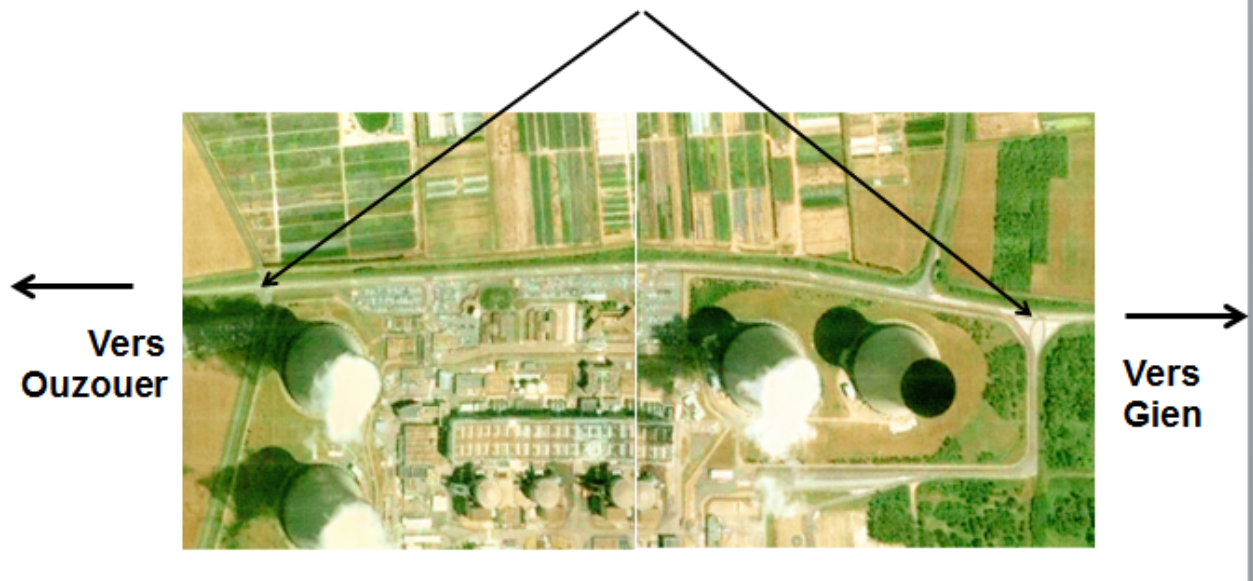
4. Création de deux giratoires sur la route d'accès au CNPE

Présentation de M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

Les abords du site présentent une configuration accidentogène : saturation rapide du trafic aux heures de pointe avec 2500 véhicules, une situation accrue lors des opérations de maintenance : 150j/an de 2016 à 2020.

Des aménagements importants ont été réalisés : 1000 places supplémentaires de parking. La question qui se pose est la régulation du trafic dans le cadre de l'évolution des volumes de maintenance des prochaines années. D'où le projet d'aménager deux giratoires de part et d'autre du site.

Les aménagements routiers de la RD 953 souhaités aux abords du CNPE de DAMPIERRE



Présentation du Projet : 2015
Etudes du Projet : 2016
Réalisation du Projet : 2017

Echanges avec la salle

Observation de **M. Gérard BOUDIER** *Les Bordes*

Les interventions génèrent du trafic. Or cette année deux réacteurs étaient en maintenance simultanément. Cela n'aurait-il pas pu être évité ?

Rép. de **M. Patrice RISCH (EDF)**

L'arrêt de la tranche 4 a été décalé du fait de la prolongation de l'arrêt de la tranche 3. Cela a été une difficulté cette année. Toutefois cet aspect n'enlève rien au fait que la zone est accidentogène (3 accidents dans les 24 derniers mois).

Observation de **M. Jean-François DARMOIS** *Nevoy*

Les flux ont des retours jusqu'au giratoire de Nevoy sur lequel il y a une portion dangereuse. Ce projet de sécurisation de la RD 953 a-t-il été vu dans sa globalité ?

Observation de **M. Michel RIGAUX** *Ouzouer-sur-Loire*

Il conviendrait d'étudier la possibilité de rendre prioritaire la RD 953 par rapport à la RD 952 pour régler le problème dans l'agglomération d'Ouzouer-sur-Loire, par contre cela augmenterait encore plus le flux sur la RD 953.

Rép. de **M. Patrice RISCH (EDF)**

EDF ne s'intéresse qu'aux flux générés par l'activité de la centrale. L'approche globale sur l'ensemble de la RD 953 doit être appréhendée par les services départementaux. EDF a écrit au Président du conseil départemental pour justifier le besoin d'une meilleure régulation, mais ne peut aller au-delà de cette étude.

Observation de M. Gérard MAHAUD

UFC-Que choisir

Préalablement à l'autorisation de toute activité industrielle, il y a une étude d'impact. Y a-t-il eu une augmentation du trafic au-delà de ce qui était prévu ? Ou bien est-ce les travaux de Grand Carénage qui génèrent cette augmentation des flux ? A-t-on repris cette étude d'impact ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

L'étude d'impact initiale n'a pas été reprise. Par contre il est évident que la densification des opérations de maintenance est à la source de l'explosion du trafic.

Observation de M. Fabrice LEBAS

Poilly-lez-Gien

Dans le cadre de la modification des schémas de déplacement des salariés, le CNPE s'engage-t-il sur les déplacements alternatifs : covoiturage, pistes cyclables (mobilité verte), etc ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Le nouveau parking est équipé de prises électriques pour voitures électriques. Le covoiturage est à la discrétion des agents. Il n'y a néanmoins pas de dynamique en ce sens de la Direction. Le covoiturage existe, mais n'est pas organisé.

Observation de M. Fabrice GORECKI

Chambre des métiers et de l'Artisanat

La route de la Tabarderie est-elle prise en compte ? Ne faudrait-il pas un troisième giratoire ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Ce n'est pas une option retenue.

Observation de M. Jean-Luc RIGLET

Conseil départemental du Loiret

Il existe un projet de pont vieux de 25 ans. Un nouveau pont pourrait être construit sous la nouvelle mandature, mais on ne sait pas encore lequel. Ces projets de giratoires sont importants, mais insuffisants au regard de la circulation globale.

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Précise que l'exploitant est prêt à prendre en charge une partie du financement des giratoires.

Observation de M. Thierry SOLER

Conseil départemental du Loiret

Insiste sur le fait qu'un certain nombre de solutions existent. C'est la fuite en avant. Si le pont se faisait, cela pourrait aggraver la situation. Est étonné qu'une entreprise comme EDF n'ait pas de plan de déplacements visant à réduire les déplacements motorisés. Ce genre d'initiatives débouche en général sur des effets positifs.

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Le covoiturage peut être en effet une force de réduction des trafics. Mais il n'y a pas d'horaires de références fixes qui faciliteraient la mise en relation des salariés. En dehors des périodes d'arrêt, cela pourrait être intéressant, mais pas à l'occasion des opérations de maintenance.

Observation de M. Gérard MAHAUD

UFC-Que choisir

Pense que le problème n'est pas celui de la centrale, mais probablement celui du département puisque la route est départementale.

Observation de M. Claude BOISSAY

Conseil départemental du Loiret

Il y a une commission des routes le 2 juin 2015. Ce sujet pourra être examiné.

5. Anomalie de fabrication de la cuve de l'EPR de Flamanville

Présentation de M. Pierre BOQUEL (ASN – Responsable Division)

Pour le réacteur EPR de Flamanville, les calottes du couvercle et du fond de cuve ont été fabriquées par Creusot Forge, qui est aujourd'hui une filiale du groupe Areva, à partir d'un lingot d'acier écrasé puis embouti. Des contrôles ont mis en évidence des anomalies.

Exigences de sécurité portant sur les propriétés mécaniques des matériaux :

La réglementation des équipements sous pression : « Les matériaux destinés aux parties sous pression doivent [...] notamment être suffisamment ductiles et tenaces ».

Ces exigences sont considérées comme satisfaites si la propriétés du matériau sont supérieures à des valeurs minimales fixées par la réglementation. Un fabricant peut toutefois choisir de ne pas respecter ces valeurs s'il justifie qu'un niveau de sécurité global équivalent est atteint.

Procédé d'élaboration

Le procédé de fabrication consiste à écraser un lingot conventionnel de forge de 156 tonnes coulé sous vide pour obtenir un disque d'une épaisseur d'environ 450 mm utile. Ce disque est ensuite traité thermiquement, puis embouti pour obtenir une calotte sphérique de 330 mm d'épaisseur.

Les extrémités du lingot contiennent des concentrations importantes d'éléments non désirés comme le carbone, qui peuvent dégrader les propriétés mécaniques de l'acier. Le procédé de fabrication doit normalement conduire à éliminer ces zones.

Qualification technique du procédé : maîtrise des risques d'hétérogénéité du matériau

Selon cette pratique, AREVA aurait réalisé des essais destructifs sur une pièce sacrificielle

- Essais non réalisés pour FA3
- 2011 : ASN demande des compléments pour couvrir les manques dans la justification
- 2012 : AREVA propose de réaliser des essais sur une calotte du projet EPR UA (américain)

Des essais destructifs ont été réalisés sur une calotte supérieure de cuve initialement à un autre projet de réacteur EPR (choix justifié par le caractère comparables des deux programmes techniques de fabrication). Les valeurs de résilience mesurées sont inférieures à la limite réglementaire (60J).

La mesure de la teneur en carbone dans une carotte centrale sur le couvercle a ensuite mis en évidence une teneur en carbone supérieure à l'attendu.

Programme des essais à venir :

- Défaut de maîtrise de la qualité des fabrications ayant un impact sur les propriétés mécaniques des matériaux
- Areva doit justifier que les phénomènes en cause sur les calottes du couvercle et du fond de cuve sont bien identifiés, maîtrisés et n'affectent pas d'autres zones.
- L'ASN se prononcera sur le programme d'essais, contrôlera sa bonne réalisation et instruira le dossier que présentera AREVA pour démontrer la résistance de la cuve.

L'ASN a informé ses homologues étrangères concernées par la construction d'un réacteur EPR. Certaines calottes des cuves des réacteurs de Taishan 1 et 2 (Chine) ont été fabriquées par Creusot Forge selon un procédé similaire à celui de la cuve de l'EPR

de Flamanville. Ce n'est pas le cas des calottes de la cuve de l'EPR d'Olkiluoto, qui proviennent d'un autre fournisseur.

Echanges avec la salle

Observation de M. Gérard MAHAUD *UFC-Que choisir*

Les essais cités ont-ils un rapport avec la durée de vie de la centrale ? Elle est en effet prévue pour 100 ans.

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

Ce sera un problème à soulever. Du fait du flux de neutrons, il y a des modifications des propriétés de la cuve qui peuvent être différenciées en fonction des anomalies dans celle-ci.

Observation de M. André COPIN *SFEN*

Les zones concernées sont celles du dôme, où le niveau de fluence est relativement bon.

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

Ce sera un problème à soulever. Du fait du flux de neutrons, il y a des modifications des Oui. D'autant qu'il n'y a pas de traversée du fonds de cuve. Mais il faut bien vérifier ce pb de matériaux.

Observation de M. Jean-Philippe GRAND *Région*

Les tests réalisés par AREVA sont contrôlés par l'ASN. Compte tenu des enjeux, l'ASDN aura-t-elle la capacité à exercer le contrôle nécessaire ?

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

L'ASN l'a démontré en soulevant le problème. L'organisation des institutions induit que les décisions sont indépendantes. En outre l'IRSN sera consulté, de même que les groupes permanents d'experts ainsi que les experts internationaux.

Observation de M. André COPIN *SFEN*

Pourquoi changer d'orientation dans les arrêtés ? Sur site est présente une représentation de la direction des équipements sous pression nucléaire de l'ASN (qui a remplacé le bureau de contrôle des chaudières nucléaires du ministère chargé de l'industrie, le BCCN) et des autorisations ont bien été données puisque la cuve est construite et en place.

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

Le procédé de fabrication de ces calottes est différent de celui des autres calottes. Cela aurait justifié de travailler sur des pièces sacrifiées, ce qui n'a pas été fait. Il n'y a pas eu une qualification technique complète du nouveau mode de fabrication.

Observation de M. Gérard MAHAUD *UFC-Que choisir*

Vous indiquez que les critères de contrôle ont augmenté en 2005. Comment se situent-ils par rapport aux critères étrangers ?

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

Se renseignera sur cette question.

Observation de M. Philippe PERRUCOT *ACIRAD-Centre*

Le RETEX sur la nécessité de procéder à des cycles complets de contrôles ser-t-il bien pris en compte ?

6. Avis de la CLI sur une demande d'autorisation de forage

Présentation de M. Roland LEROUXEL (CLI-Secrétaire)

Historique

- Examen en réunion de bureau du 18 décembre 2014 sur la base du dossier de demande de l'exploitant,
- Pré-avis de la CLI en séance du 6 février 2015,
- Réponses de l'exploitant lors de cette même réunion à certaines questions soulevées par la CLI.

Saisine officielle

La CLI a été saisie le 3 avril 2015 d'une demande d'avis sur le projet de décision de l'ASN fixant temporairement des modalités particulières de prélèvement d'eau et de rejets de la centrale de Dampierre-en-Burly.

Elle a 3 mois pour émettre un avis.

Toutefois, le CODERST se réunissant le 30 avril 2015, un avis a été envoyé, sur la base des examens antérieurs, pour qu'il puisse être pris en compte.

Il est proposé de valider définitivement cet avis dont la synthèse est la suivante :

➤ Contexte étude

La CLI déplore ne pas avoir été destinataire des éléments de réponse d'EDF aux prescriptions spécifiques à la source froide, qui lui auraient permis de mieux appréhender le dossier et qu'elle ne peut dès lors n'avoir qu'une vision tronquée du dossier soumis à instruction, qui ne peut pas être analysé déconnecté de l'environnement dans lequel il intervient.

➤ Essais de pompage

Dans le cadre de la pré-étude la CLI avait préconisé de faire ces essais dans les conditions les plus pénalisantes. Dans le projet de décision final, l'ASN juge qu'il appartient à l'exploitant de démontrer, en s'appuyant sur des corrélations, que les conclusions tirées des essais effectués pour un état de la nappe donné sont bien encore valables dans la situation la plus pénalisante. La CLI prend acte de cette position.

Ainsi le contenu de l'étude d'impact proprement dite est très détaillé et **les mesures** proposées **semblent adaptées**.

➤ Exploitation pérenne

La Commission constate que l'avis qui lui est demandé porte sur la décision fixant temporairement des modalités particulières de prélèvement d'eau et de rejets de la centrale Or en phase pérenne 8 puits seraient exploités et 90 000 m3 maxi prélevés annuellement.

La Commission estime insuffisants les développements qui conduisent à dire, dans l'addendum, que l'exploitation en phase pérenne n'a pas d'incidence sur la ressource en eau et que dès cette première demande d'autorisation, ce sont les volumes en phase pérenne qui auraient dû être pris en compte pour élaborer l'étude d'impact.

En conséquence de quoi **une nouvelle étude d'impact sera nécessaire** pour aborder les modalités d'exploitation des forages en phase pérenne.

7. Bilan d'activité 2014 de la CLI

Le bilan d'activités 2014 de la CLI est présenté : 3 Assemblées générales, 4 réunions de bureau, Participation à des réunions nationales (Assemblée générale de l'ANCCLI, 26e Conférence des CLI, Groupe Permanent « Démantèlement ») - Site Internet de la CLI.

8. Questions diverses

Rejets radioactifs

Observation de M. Jean-Philippe GRAND *Région*

Des rejets de plutonium dans la Loire ont été effectués en 1980. Souhaiterait qu'une information de la CLI soit faite sur ce sujet.

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

L'ASN a été sollicité pour un incident grave (niveau 4) mais ancien, concernant la filière graphite-gaz. L'IRSN a produit une note d'information bien faite sur les accidents ayant affecté les réacteurs nucléaires du site de Saint-Laurent-des-Eaux en 1969 et en 1980. Elle pourra être communiquée.

Conférence régionale des CLI

Observation de M. Philippe PERRUCOT *ACIRAD-Centre*

L'ASN va-t-elle faire une inspection « environnement sur chaque CNPE pour avoir un point zéro ?

Rép. de M. Pierre BOQUEL (ASN)

Concernant le point zéro, il existe des éléments renouvelés tous les 10 ans.

Michel TINDILLERE *Gien*

Rappelle que concernant le bassin de la Loire moyenne, une évaluation de la radioactivité a été faite en 2008 en collaboration avec la CLI de Dampierre et les autres CLI du bassin de la Loire. Cette étude est dénommée Action Pilote Environnement Loire (APEL).

Rappel : une réunion entre l'ASN et les représentants des CLI de la Loire aura lieu le 11 juin 2015.

Drones

Y a-t-il des éléments d'information nouveaux ?

Rép. de M. Patrice RISCH (EDF)

Pas d'éléments nouveaux.

PROCHAINE REUNION : 5 novembre 2015 à 10h00 à Dampierre-en-Burly.

à Orléans le 22 juillet 2015

Le Président de la commission

Claude de GANAY

La cuve

VIEILLISSEMENT SOUS IRRADIATION DE L'ACIER DE LA CUVE

Conséquences mécaniques de l'irradiation

Cuve soumise à l'irradiation neutronique : **Fluence** max (40 ans) = 7.10^{19} n.cm⁻² = 0,1 dpa

Sous l'effet du bombardement neutronique, on observe au cours du temps une dégradation des propriétés mécaniques de l'acier :

- augmentation de la dureté, de la charge à rupture et de la limite élastique
- diminution de la ténacité (résistance à la fissuration)
- diminution de la résilience (résistance aux chocs) et de la ductilité
- augmentation de la température de transition fragile-ductile

